

Le Messenger

Fondateur : Pius N. NJAWÉ

Directeur de publication : Jean François CHANNON

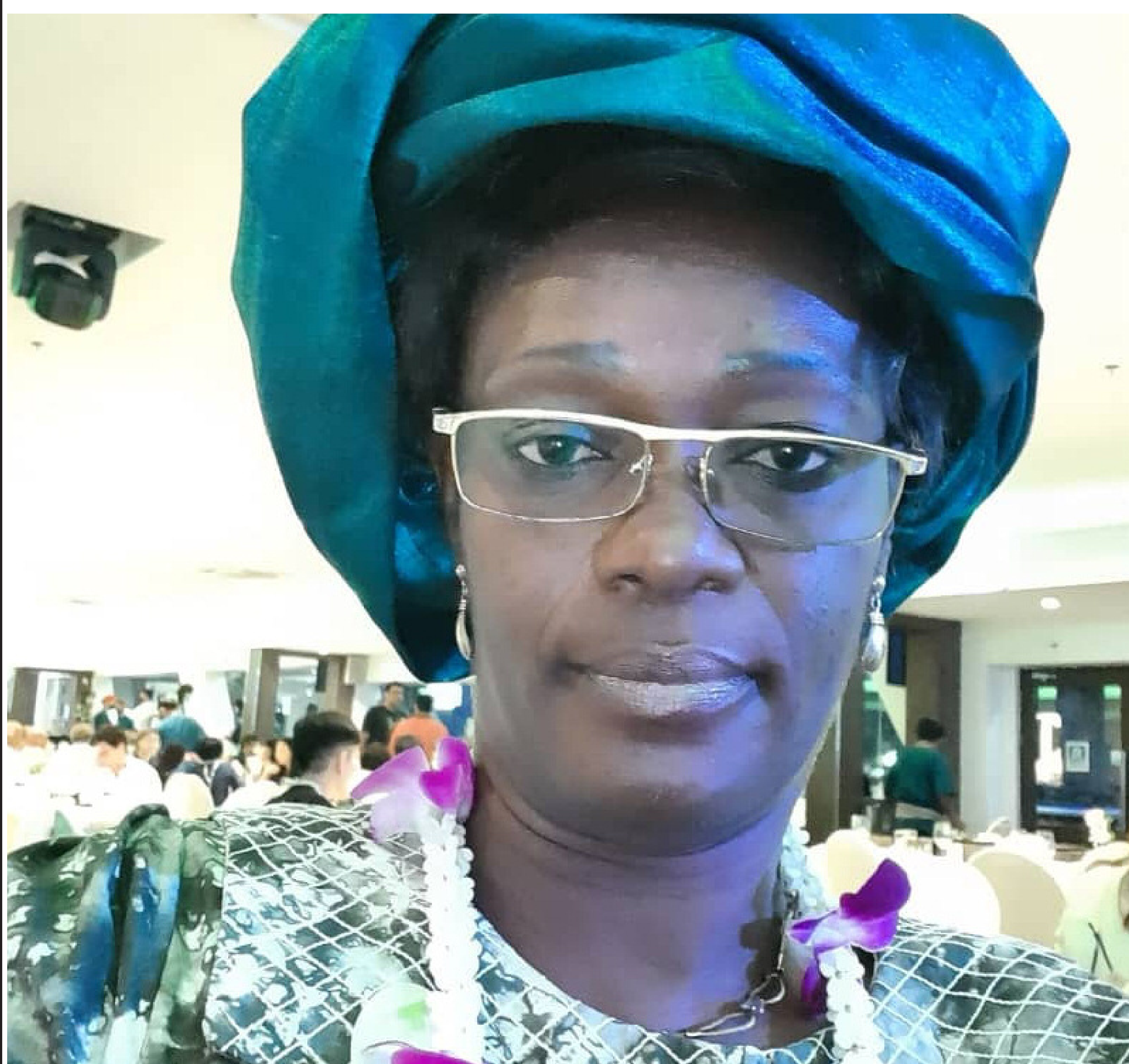
N° 8666 DU MERCREDI 17 DECEMBRE 2025 CAMEROUN 400 F.CFA

Quotidien



Sport et leadership féminin

Sur le toit africain à Dakar



• Le temps de la première édition de la Conférence internationale: femme et sport en Afrique, près de 200 amazones examinent les défis et jettent les jalons d'un mouvement sportif en hommage aux femmes.

P 6&7

Conseils régionaux P 3

La Croix du Sud



Dr Komidor H. Njimouluh



Ce que je pense de la politique

P 3

Par Cyril TCHAMBA*

Ferdinand Ngoh Ngoh

Trop près du soleil – l'homme qu'on accuse pour ne pas accuser le système

Dans l'espace public camerounais, il suffit désormais de prononcer un nom pour susciter passions, crispations et fantasmes : Ferdinand Ngoh Ngoh. Autour de lui s'est installée une galerie de sobriquets populaires, l'homme à la punk, le punkiste, l'homme des grandes, ou hautes, instructions. Des surnoms rarement affectueux, souvent ironiques, parfois cruels, mais toujours révélateurs d'un malaise plus profond. Au Cameroun, lorsqu'un responsable cesse d'être désigné par sa fonction pour devenir un personnage, c'est rarement un hasard. C'est souvent le signe qu'on lui fait porter plus que son poste, parfois plus que son pouvoir réel. Treize années passées au cœur du Palais de l'Unité, dans un système politique installé depuis plus de quatre décennies, ont suffi à transformer Ferdinand Ngoh en symbole commode. Non parce qu'il gouvernerait seul, mais parce qu'il est visible. Et dans un régime où l'essentiel se joue dans la discrétion, la visibilité devient une faute politique. Il est devenu l'arbre le plus exposé d'une forêt autrement plus dense, plus ancienne, plus enracinée.

Ces derniers mois, certains observateurs parlent d'un pari. Le mot n'est pas excessif. Mais ce pari n'est pas celui d'un homme sur son propre destin ; c'est celui d'un système confronté à ses propres fissures, qui choisit de s'en remettre à une figure centrale pour contenir des forces désormais centrifuges. Les rivalités de couloirs, les résistances ouvertes ou feutrées au sommet de l'État, les luttes d'influence autour des ministères stratégiques et des grandes entreprises publiques disent moins l'hubris d'un individu que la difficulté croissante à gouverner par des mécanismes arrivés à saturation.

Les chiffres invitent à la prudence intellectuelle. Près de 8 000 milliards de Fcfa de dette publique, un chômage des jeunes flirtant avec les 30 %, des entreprises publiques cumulant plus de 2 000 milliards de pertes, une croissance atone malgré des plans et des annonces répétées. Imaginer qu'un seul homme, même central, serait l'ingénieur principal de cette situation relève davantage du besoin collectif de désigner un coupable que d'une analyse politique sérieuse. Pour autant, transformer l'homme à la punk en simple victime serait tout aussi malhonnête. La centralisation excessive, la confusion



permanente entre urgence et gouvernance durable, l'exposition constante de l'appareil présidentiel relèvent aussi de choix assumés. À force d'être partout, on finit par incarner ce que l'on ne maîtrise plus totalement. Et à vouloir tenir ensemble un édifice fatigué, on risque d'en devenir le visage le plus contesté. Le punkiste n'est pas qu'un fusible passif ; il est aussi un acteur pris dans ses propres méthodes.

L'histoire récente offre pourtant une leçon que le débat public semble refuser de regarder en face. D'autres secrétaires généraux de la Présidence sont passés avant lui, avec les sorts que l'on sait. Ils ont été célébrés, redoutés, puis rejetés, parfois embastillés, comme si leur chute devait laver les fautes du système. Mais leur disparition a-t-elle

changé le pays ? Le Cameroun a-t-il cessé de dériver après chacun de ces épisodes spectaculaires ? La réponse est brutale : non. Les hommes ont changé, le système est resté. Le navire a poursuivi sa route incertaine, indifférent aux sacrifices humains qu'on lui offrait pour préserver l'illusion du mouvement.

L'histoire politique, ailleurs comme ici, montre que cette position est loin d'être exceptionnelle. Jean-Baptiste Colbert, dans la France de Louis XIV, voyait tout, organisait tout, rationalisait tout. Il n'était pas le roi. Et pourtant, il porta sur son nom les colères que la couronne ne voulait pas assumer. Les régimes longs produisent ce type de figures : des hommes centraux, indispensables, mais structurellement vulnérables, parce qu'ils deviennent le point

de fixation des frustrations.

Vu de l'intérieur du pouvoir, Ferdinand Ngoh Ngoh se voit attribuer des responsabilités qui excèdent souvent son périmètre réel. Vu de l'extérieur, on lui prête une influence quasi institutionnelle, comme si l'État s'était résumé à sa personne. Entre ces deux perceptions, il devient un paravent commode : assez proche pour être accusé, trop éloigné pour décider seul. Ce malentendu alimente à la fois la colère populaire et les jalousies du sérail.

L'épisode de la Can 2021 a montré à la fois une capacité d'intervention et les limites d'un État qui ne sait plus fonctionner que dans l'urgence. Celui de la SNH a révélé autre chose : l'existence de bastions de pouvoir plus anciens, plus autonomes, parfois imperméables aux figures visibles du Palais. Là encore, le débat public a préféré personnaliser plutôt que questionner la structure. Car la grande illusion serait de croire que Ferdinand Ngoh Ngoh résume à lui seul le pouvoir camerounais. Il existe, au sein du sérail, des dizaines de Camerounais compétents, patriotes, sincèrement préoccupés par l'avenir du pays et par la vie quotidienne des populations. Une forêt silencieuse, souvent découragée, parfois résignée, toujours contrainte par une architecture de gouvernance qui étouffe l'initiative et dilue la responsabilité.

Que peuvent-ils réellement, ces hommes et ces femmes, lorsque la décision se fragmente, que l'exécution dépend d'appareils fatigués, et que l'inertie devient la norme ? Que peut l'homme des grandes instructions quand les couloirs du pouvoir ont plus d'entrées que de sorties, et que la loyauté se négocie autant qu'elle se proclame ? Dans nos traditions africaines, on dit que le soleil n'a pas besoin de bouger pour brûler. Ceux qui s'en approchent paient le prix de la lumière. Ferdinand Ngoh Ngoh est aujourd'hui là, au plus près. Trop près du soleil. Le Cameroun n'a jamais manqué de têtes à offrir au débat public ; il a surtout manqué du courage de remettre en cause le système qui les expose, les consume, puis les remplace, pendant que l'astre demeure inchangé et que les mêmes continuent de brûler.

*Écrivain, président du think tank « Le Pont de Convergence »

Performances

Dr Achille Donon plébiscité

Le Chef Corridor du guichet centrafricain de transit à Douala, a reçu le Grand Prix Leaders d'Afrique le 12 Décembre dernier.

C'est un homme discret mais efficace qui a été honoré le Consortium de la Presse Privée du Cameroun. Dr Achille Donon, le Chef Corridor du Guichet centrafricain de transit à Douala puisqu'il s'agit de lui a reçu le trophée du Grand Prix Leaders d'Afrique 2025. Il s'agissait pour ledit Consortium de la presse privée du Cameroun de rendre un vibrant hommage à un homme discret mais très efficace, dont les œuvres et les performances sont innombrables. Lors de la cérémonie de remise de distinction, Peter Claver Balepna, Président en exercice du Consortium de la Presse Privée du Cameroun, a affirmé que le choix porté sur sa personne est une reconnaissance de sa compétence de sa gestion en communication et en leadership du Corridor Douala-Bangui. « Vous avez toujours démontré votre bonne connaissance du marché, des réglementations et du respect des normes en vigueur depuis votre nomination à la



tête du Corridor du Guichet Centrafricain de Transit à Douala », a-t-il indiqué. « Votre rôle étant crucial pour la gestion des opérations de transports et de la logistique tout au long du corridor Douala-Bangui, vous ne aménagerez aucun effort pour la suivi efficace des indicateurs de performances et d'analyse des résultats pour la

facilitation du commerce régional et la réduction des délais de transit ».

Il était donc tout à fait indiqué que le Consortium de la Presse Privée du Cameroun rende hommage au Dr Achille Donon pour son dévouement et son engagement pour la sécurisation des opérations de transit et la lutte contre la fraude.

Cette distinction étant un exemple pour la jeunesse africaine. Très ému par cette marque de reconnaissance, le Dr Achille Donon a remercié le Consortium non sans promettre de continuer à œuvrer notamment pour la lutte contre la fraude. À travers ce prestigieux prix, le Dr Achille Donon s'impose aujourd'hui comme un modèle pour ce qui est de la gestion des opérations de transports et de la logistique tout au long du corridor Douala-Bangui. Lui qui cravache quotidiennement dur pour le suivi des indicateurs de performances et d'analyse des résultats pour la facilitation du commerce régional et la réduction des délais de transit. On ne le dira jamais assez, le Chef Corridor du Guichet Centrafricain à Douala, fait désormais partie de ces managers qui contribuent au quotidien à la construction d'une meilleure Centrafrique. Depuis sa nomination comme Chef Corridor du Guichet Centrafricain à Douala, cet inspecteur principal des douanes a apporté des réformes qui ont abouti à la dynamisation de l'économie de son pays. A son actif, une hausse de la mobilisation des recettes au guichet centrafricain de transit de Douala.

Claude Bernard NYOT

Présidence des conseils régionaux

Les mêmes recommencent mais, le Sud se braque

Alors que les sept autres régions ont renouvelé leurs exécutifs régionaux dans le calme, le Sud, fief du chef de l'État, reste paralysé par une fronde contre les choix du comité central du Rdpc.

Sans surprise, la journée du mardi 16 décembre 2025 a vu la reconduction ou l'élection de nouveaux présidents dans neuf des dix conseils régionaux du Cameroun. De Buea à Maroua, en passant par Bafoussam, Bertoua ou encore Yaoundé, les sessions de plein droit se sont tenues conformément aux textes, dans une atmosphère globalement sereine. Mais à Ebolowa, capitale régionale du Sud, le processus électoral est suspendu, bloqué par une opposition ouverte aux consignes du comité central du Rdpc. Dans le Sud-Ouest, Zachues Bakoma Elango a été réélu président du Conseil régional, entamant ainsi un second mandat. L'élection, tenue à la salle du conseil municipal de Buea, a vu la mise en place d'un exécutif de huit membres. Le Chef Kombe Richard Ndiye a été porté à la tête de la Chambre des Chefs traditionnels, tandis que Walters Takang Ayuk et William Elangwe Itoe ont été respectivement nommés commissaires à l'éducation et à la santé.

À l'Ouest, le Dr Jules Hilaire Focka Focka a été reconduit avec 70 voix sur 72, malgré le boycott des 17 conseillers de l'Union démocratique du Cameroun. Dans le Centre, Gilbert Tsimi Evouna a obtenu 87 voix sur 89, confirmant sa stature de patriarche politique. Dans le Littoral, Polycarpe Banlog a été réélu avec 82 voix. À l'Est, Wouamane Mbélé Alphonse a remporté le scrutin avec 60 voix contre 29 pour son adversaire. Dans l'Adamaoua, Aliou Issa, ancien inspecteur des impôts, a été élu avec 76 voix, succédant à Dr Dewa Mohamadou. Dans le Nord-Ouest, le professeur Fru Angwafo III a été reconduit avec 88 voix sur 90. L'élection s'est déroulée dans le strict respect des articles 353 à 357 du Code électoral. Dans l'Extrême-Nord, le professeur Haman Djallo, ancien secrétaire général de l'Université de Maroua, a été élu avec 74 voix contre 15 pour son challenger. Il prend la tête d'un exécutif régional renouvelé, avec des figures comme Bichara Aboukar et



Aissatou.

Ebolowa, théâtre d'un bras de fer politique

À Ebolowa, la situation est tout autre. Depuis 10 heures du matin, les conseillers régionaux du Sud sont réunis à l'hôtel Bengo, sans parvenir à élire leur président. Trois candidatures s'étaient initialement déclarées : Cathy Méba, Éric Gervais Ndo et Antoine Bikoro Alo'o. Mais très vite, la tension est montée. Cathy Méba, arrivée avec un comité de soutien arborant t-shirts et casquettes à son effigie, s'est mystérieusement retirée. « On ne sait trop si une injonction lui a été faite ou si simplement elle a jeté l'éponge », confie un conseiller. Le retrait de sa candidature a laissé place à un duel tendu entre Éric Gervais Ndo, premier vice-président sortant, et Antoine Bikoro Alo'o, ancien directeur général du Chantier naval de

Douala. Le gouverneur Félix Nguelé Nguelé a suspendu à deux reprises la séance, sans parvenir à apaiser les tensions. Le candidat Ndo, déterminé, refuse de se plier aux injonctions du comité central. « Il y aura une élection, pas une désignation », aurait-il déclaré à ses soutiens. La crise d'Ebolowa prend une tournure symbolique.

Dans cette région d'origine du Chef de l'État, le refus d'alignement sur les consignes du Rdpc marque une rupture inédite. Des figures du parti, telles que le professeur Jacques Fame Ndongo, Minette Libom Li Likeng et Joseph Le, ont été aperçues sur place, sans parvenir à infléchir la position des conseillers. Alors que le Rdpc avait tenté d'imposer un candidat unique, les élus locaux réclament une élection libre. Ce bras de fer met en lumière les tensions internes au sein du parti majoritaire et interroge sur la réalité de la décentralisation au Cameroun. Au

moment où nous mettons sous presse, l'élection dans le Sud reste suspendue. La nuit s'annonce longue à Ebolowa, où la fumée blanche tarde à s'élever. Ces élections régionales, bien que largement dominées par le Rdpc, révèlent une volonté de continuité dans la plupart des régions. Mais elles soulignent aussi les limites d'un système où les choix locaux peinent à s'affranchir des directives centrales. Le blocage dans le Sud, région du président de la République, pourrait bien marquer un tournant. Il pose la question de la légitimité des processus électoraux régionaux et de la capacité des institutions à garantir une véritable autonomie locale. Alors que les présidents régionaux prennent leurs fonctions dans neuf régions, le Sud reste en suspens. Et avec lui, une partie de l'avenir de la décentralisation.

Michel NONGA

Dr Komidor Hamidou Njimouluh

« Le champ politique est un champ de célébration, jamais de moralisation »

L'intégralité de la tribune baptisée : « De la nature de la politique » signée de l'ambassadeur du Cameroun en Algérie et non moins Chef de la délégation régionale du Rassemblement démocratique du peuple Camerounais (Rdpc) à l'Ouest.

« La politique n'est ni le bien ni le mal. Le bien est ce qui arrange un camp opposé à l'autre camp ou que le mal est ce qui va à l'encontre de l'intérêt du camp que l'on prend en sympathie pour des raisons subjectives. La démocratie c'est la politique ni mal ni bien, mais un ensemble de stratégies pensées, ou de pensées stratégiques qui se secrètent en fonction des situations et de l'évolution des intérêts. Les conditions d'émergence des problèmes ou des obstacles aux intérêts à défendre entraînent ipso facto l'acteur politique à la mise en œuvre des opérations intelligentes pour résoudre les problèmes ou détruire les obstacles. Ces opérations circonstancielles ne sont ni du mal ni du bien (on casse les œufs pour faire de l'omelette...). Il appert que les acteurs politiques se donnent du théâtre chacun apprécié selon son talent qui le fait triompher dans telle ou telle opinion, ou être jugé bon ou méchant, légitime ou illégitime, meilleur ou médiocre, par les consommateurs des jeux politiques, ceux au nom de qui se fait l'ac-



tion politique.

Le champ politique est un champ de célébration des victoires, de gémissements et de féroces déceptions, jamais un champ de moralisation. Perdre n'est pas un échec c'est un encouragement à mieux faire, à plus de créativité. Le champ politique est un champ de création permanente et non de lamentations sur soi. On ne perd pas le temps à condamner les astuces mises en œuvre par l'adversaire pour nous déstabiliser, on se projette à la phase suivante du combat politique pour penser aux stratégies à mettre en œuvre pour renverser la situation, ou alors, si on a été vainqueur la manche précédente, aux tactiques de conservation des acquis et des stratégies de renouvellement de la victoire pour les prochaines échéances électorales ou tout autres formes qui rythment la vie politique, et partant qui animent le politique.

En politique tout est possible. Les ressources politiques sont multiples et variées sur le continuum des valeurs légales et illégales, légitimes et illégitimes, selon l'angle de perception, la position du locuteur du jugement et les moyens circonstanciels de sa politique. S'abstenir ou laisser le vide est parfois une stratégie dictée par l'émotion qui peut parfois s'avérer payante mais toujours ou pas durablement. Combler le vide c'est chasser l'horreur du vide en faisant l'économie de l'orgueil propre afin de capitaliser politiquement à la longue. C'est une question de sens de prospective politique. »

La Beac relève ses taux directeurs

En augmentant le taux de la facilité de prêt marginal et le taux des appels d’offres, la Banque centrale cherche à freiner les sorties de devises, contenir les déséquilibres macroéconomiques et préserver la parité du Fcfa tout en maintenant la liquidité du système bancaire.

Dans un contexte économique régional marqué par des tensions persistantes sur les avoirs en devises et un déséquilibre croissant de la balance des paiements, la Banque des États de l’Afrique centrale (Beac) a pris une décision stratégique forte pour préserver la stabilité du Fcfa. Lors de sa session ordinaire tenue le 15 décembre 2025 à Yaoundé, le Comité de politique monétaire (Cpm) a relevé les principaux taux directeurs. Ainsi, le taux des appels d’offres passe de 4,50 % à 4,75 % et le taux de la facilité de prêt marginal de 6,00 % à 6,25 %. Le taux de la facilité de dépôt reste stable à 0,00 % et les coefficients de réserves obligatoires n’ont pas été modifiés. Les données macroéconomiques confirment la nécessité de cette mesure. La croissance sous-régionale est estimée à 2,4 % en 2025, contre 2,7 % en 2024, tandis que l’inflation recule à 2,2 %, bien en dessous de la norme communautaire (4,1 % en 2024).

Le solde budgétaire, base engagements hors dons, s’améliore légèrement à -1,4 % du Pib contre -1,6 % en 2024, mais le solde du compte courant, dons compris, se dégrade fortement à -2,9 % du Pib après 0,3 % en 2024. La masse monétaire atteint 21 977,7 milliards Fcfa en hausse de 5,1 % sur un an, tandis que les réserves de change diminuent de 2,6 % à 6 377,3 milliards Fcfa, soit 4,2 mois d’importations, avec un taux de couverture extérieure de la mon-



naie tombé à 67 % (74,9 % en 2024). « *Le relèvement des taux constitue un instrument de stabilisation destiné à freiner les sorties de devises, à contenir les déséquilibres macroéconomiques et à préserver la parité du Fcfa* », a souligné Yvon Sana Bangui, président statutaire du Cpm de la Beac.

Renforcer la confiance des partenaires internationaux
À l’analyse, le message envoyé aux six États membres de la Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale

(Cemac) et aux marchés est clair. La Beac rappelle que la politique monétaire ne peut compenser les déficits budgétaires chroniques ni les retards de réformes économiques dans certains pays de la zone. En maintenant le taux de la facilité de dépôt et les coefficients de réserves obligatoires inchangés, elle évite un durcissement excessif susceptible de fragiliser le système bancaire. « *L’équilibre entre fermeté monétaire et préservation de la liquidité reflète une approche techniquement cohérente et politiquement responsable* », a expliqué Yvon Sana Bangui.

En effet, depuis plusieurs années, la Beac adopte une stratégie tournée vers le long terme, inscrivant son action dans une logique de crédibilité internationale et de soutenabilité régionale. Dans une sous-région confrontée à des chocs externes récurrents, à la volatilité des matières premières et à des besoins massifs de financement, cette posture confère à la banque centrale un rôle central de stabilisateur et renforce la confiance des partenaires internationaux et des investisseurs.

Axel ABANDA

Co-gestion des fonds Res

La Cemac annonce une reprise des discussions en 2026

Les négociations entre la Beac et les sociétés minières sur les fonds de restauration des sites restent au point mort. La reprise du dialogue dépendra de la volonté des chefs d’État de la Cemac, a précisé le gouverneur de la Banque centrale tout en reconnaissant quelques progrès dans les échanges précédents.

Le dossier des fonds de restauration des sites (Res), qui oppose depuis plusieurs années la Banque des États de l’Afrique centrale (Beac) aux sociétés minières et pétrolières de la zone Cemac, reste dans l’impasse. Malgré de récents signaux d’ouverture sur la scène internationale, les discussions sont suspendues et ne devraient reprendre qu’en 2026, sur instruction des chefs d’État de la sous-région. L’annonce a été faite par le gouverneur de la Beac à l’issue de la quatrième session du Comité de pilotage monétaire (Cpm), tenue le 15 décembre 2025 à Yaoundé. « *Les discussions sont actuellement en berne. Les chefs d’État de la Cemac ont exprimé la volonté de les voir reprendre en 2026* », a-t-il déclaré, reconnaissant néanmoins quelques avancées dans le dialogue. Cette mise en pause intervient alors même que les parties avaient esquissé un rapprochement lors du forum États-Unis-Afrique sur les minéraux critiques, organisé récemment.

À cette occasion, les deux camps ont convenu de renouer le dialogue autour d’une possible co-gestion des fonds Res, une option présentée comme un compromis entre les exigences réglementaires de la Beac et les préoccupations opérationnelles des entreprises extractives. Mais sur



le terrain, les lignes n’ont guère bougé. Les fonds Res des provisions financières destinées à financer la réhabilitation environnementale des sites miniers et pétroliers en fin d’exploitation restent, pour l’essentiel, logés hors de la zone Cemac en dépit des textes communautaires adoptés depuis 2018 imposant leur domiciliation à la Beac.

Enjeu stratégique
Pour la banque centrale, l’enjeu dépasse la seule question environnementale. Le rapatriement des fonds Res représenterait plusieurs milliards de dollars de ressources potentielles, susceptibles de renforcer les réserves de change de la Cemac et de consolider la stabilité du Fcfa dans un contexte de pressions récurrentes sur la

balance des paiements des États membres. Les chefs d’État y voient également un instrument de souveraineté financière, face à des multinationales qui continuent de gérer ces fonds depuis des juridictions étrangères. D’où leur volonté affichée de reprendre la main politiquement sur ce dossier en 2026, après une phase de crispation qui a freiné toute avancée significative en 2024 et 2025. Du côté des opérateurs extractifs, les réticences demeurent fortes. Les compagnies minières et pétrolières, notamment celles d’origine américaine, invoquent des risques juridiques, des incertitudes sur la gouvernance des fonds et des inquiétudes liées à leur liquidité en cas de fermeture de sites.

Certaines plaident pour une gestion conjointe, associant la Beac, les États et

les entreprises, plutôt qu’une centralisation exclusive à la banque centrale. C’est précisément cette piste de co-gestion qui pourrait servir de base à la relance des discussions annoncée pour 2026. Reste à savoir si elle suffira à lever un blocage devenu emblématique des relations parfois tendues entre la Cemac et les investisseurs étrangers. En renvoyant le dialogue à 2026, les autorités communautaires se donnent du temps, mais prennent aussi le risque de prolonger un statu quo coûteux. À Yaoundé, le gouverneur de la Beac n’a pas caché son impatience, tout en soulignant que la solution devra être « *politique autant que technique* ».

Axel ABANDA

Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Plus de 3 millions de personnes frappées au Cameroun

Ce sont les résultats du Cadre harmonisé (CH) des zones à risque et identification des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun présentés le 15 décembre 2025 à Yaoundé par Gabriel Mbairrobe, ministre en charge de l'Agriculture et du développement rural (Minader). Parmi elles, près de 250 mille sont en situation d'urgence.

Pour la période d'octobre à décembre 2025, 11% de personnes sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle aigue au Cameroun. Cela représente 3 120 294 personnes parmi lesquelles, 249 306 personnes sont en urgence et 2 870 988 en crise. Plus de 6 millions de personnes se trouvent en sous pression. Soit 21% de la population analysée. Les résultats de l'analyse de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle sont alarmants. Et les projections ne sont guère favorables malgré une légère baisse annoncée dans certains cas. Pour la période allant de juin à aout 2026, il est attendu que 10% (2 856 753) de la population camerounaise soit en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Si on observe une légère baisse à ce niveau, il n'en est pas de même pour le nombre qui passera en situation d'urgence. Soit 249 559. Pour la même période, ce sont 2 607 194 personnes qui sont attendues en situation de crise décrite comme phase 3. Tandis que 6 212 280 personnes soit 21% de la population totale estimée à plus de 29 millions d'âmes selon les statistiques de l'INS, seront recensées sous pression (phase2).

En gros, le rapport publié par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Minader) souligne qu'au Cameroun, la sécurité alimentaire reste fragile, portée par des chocs climatiques, sécuritaires



et économiques. Pour ce qui est de la situation sécuritaire, il ressort de l'analyse que les principaux facteurs déterminants enregistrés pendant cette période sont entre autres : la recrudescence des attaques de boko haram dans le Mayo Tsanaga et le Logone Chari ; l'accentuation de la crise socio politique au Nord-ouest et Sud-Ouest suite au processus électoral (avec pratiquement 6 semaines de ville morte) ; la baisse des prix de céréales surtout dans la partie septentrionale, la hausse des prix des denrées alimentaires de base, la dégradation des axes de ravitaillement ; les attaques des pachydermes. Au rang des facteurs limitants, le rapport

invoque la flambée des prix indiquant que les tensions inflationnistes actuelles résultent d'un enchevêtrement de facteurs internes et externes.

Changement climatique

Notamment au niveau interne : la hausse des prix des intrants agricoles et des engrais utilisés localement ; la dégradation des infrastructures économiques locales (routes, installation de stockage, réseaux de distribution) ; l'enclavement de nombreuses zones de production qui limite l'acheminement des marchandises vers les marchés ; les difficultés d'approvisionnement observées sur certains marchés

locaux ; les effets du changement climatique qui perturbent les cycles agricoles et réduisent les rendements. Du côté des facteurs externes, le rapport relève : une forte dépendance aux importations de biens essentiels, exposant l'économie nationale aux variations des marchés mondiaux ; la hausse des coûts du transport international et du fret maritime ; la volatilité persistante des mondiaux de l'énergie. Dans sa déclaration gouvernementale, Gabriel Mbairrobe, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, au-delà de cette peinture a décliné quelques axes interventions visant à amoindrir la saignée.

Nadège Christelle BOWA

Cri 2025

Quand l'intelligence artificielle propulse la recherche camerounaise

À Yaoundé, la 7e Conférence de recherche en informatique (Cri) consacre l'intelligence artificielle comme moteur central de l'innovation scientifique et du dialogue entre universités, entreprises et décideurs.

La Faculté des sciences de l'Université de yaoundé I accueille, depuis hier, mardi 16 décembre 2025, la septième édition de la Conférence de recherche en informatique (Cri 2025), devenue en douze ans la plus grande plateforme scientifique du numérique au Cameroun. Placée sous le Haut patronage du Recteur de l'université de Yaoundé I et sous les auspices de l'African society in digital sciences, cette rencontre biennale réunit chercheurs, enseignants chercheurs, doctorants et professionnels autour des grandes mutations de l'informatique contemporaine, dominées cette année par l'intelligence artificielle. Présentant l'esprit de cette édition, le professeur Paulin Melatagia souligne que « la particularité de cette septième édition, c'est qu'avec l'ère de l'intelligence artificielle, la plupart des communications qui seront présentées portent sur l'utilisation de l'intelligence artificielle ». Une orientation qui reflète les tendances internationales de la recherche, où l'la irrigue désormais des domaines aussi variés que la finance, la santé, les réseaux, l'environnement ou les langues.

Le Cri se positionne ainsi comme un espace où la recherche camerounaise dialogue avec les grandes dynamiques scientifiques mondiales tout en restant attentive aux problématiques locales. Avec 18 communications acceptées sur près de 90 soumissions, soit un taux d'acceptation infé-



rieur à 20 pour cent, le Cri 2025 affiche un niveau scientifique particulièrement exigeant. Les travaux retenus couvrent l'apprentissage automatique, l'apprentissage profond, le traitement automatique du langage naturel, la cybersécurité, les systèmes distribués ou encore l'optimisation numérique. Pour le professeur Samuel Bowng, l'enjeu est clair « donner l'opportunité aux étudiants de présenter leurs travaux et permettre à la communauté scientifique de juger ces travaux, tout en mesurant l'avancée de l'intelligence artificielle au Cameroun ». Majoritairement doctorants, ces jeunes chercheurs incarnent une relève scientifique de plus en plus visible et structurée.

L'intelligence artificielle n'est plus seulement un sujet d'étude

La cérémonie d'ouverture a mis en lumière l'importance des partenariats scientifiques. L'Ird, l'Ambassade de France

et plusieurs universités européennes et nord américaines accompagnent le Cri, tant sur le plan de l'expertise que du financement. Dans son discours de bienvenue, le docteur Aminou Halidou a rappelé que le colloque est « un des leviers qui a boosté la production scientifique des étudiants et jeunes chercheurs en informatique au Cameroun », saluant également la montée en puissance de la recherche pluridisciplinaire. Les workshops Talai 2025 sur les langues africaines et Aime 2025 sur l'écologie marine illustrent cette volonté de croiser informatique, linguistique et sciences de la vie, conformément aux standards internationaux de la recherche collaborative. Au-delà de l'univers académique, le Cri 2025 ouvre un dialogue direct avec le monde économique.

La table ronde organisée avec la Fondation pour la Recherche l'Ingénierie et l'Innovation et Afriland First Bank sur les modèles d'la pour le credit scoring

contextualisé répond à des enjeux majeurs d'inclusion financière et de modernisation bancaire. Pour le professeur René Ndongam, président du comité d'organisation, la conférence doit permettre « de créer des collaborations entre chercheurs et entreprises et d'ouvrir des perspectives de recrutement pour les étudiants formés dans nos universités ». Les actes du colloque, publiés chez Springer et indexés dans les principales bases de données scientifiques mondiales, confirment enfin la reconnaissance internationale croissante de la recherche camerounaise. À Yaoundé, le CRI 2025 démontre ainsi que l'intelligence artificielle n'est plus seulement un sujet d'étude, mais un levier stratégique pour la visibilité scientifique, l'innovation locale et l'intégration du Cameroun dans l'économie mondiale du savoir.

Michel NONGA

Femmes et sports en Afrique : sons et couleurs du leadership à Dakar

1-Sports et leadership féminin

Si le rendez-vous de Dakar vous était conté...

La capitale sénégalaise a rassemblé les 08 et 09 décembre 2025, un échantillon de deux cents (200) femmes africaines de grande notoriété, à l'esprit vif et épanoui dans le cadre de la première édition de la Conférence internationale femme et sport en Afrique (Cifsa), sous l'organisation de la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie (Confejes), en partenariat avec le Women Sport Africa Network (Wsan).

Repousser les limites du développement du sport féminin sur et en dehors des terrains. Incrire dans les annales et les registres des activités, le leadership féminin dans le sport. Que de fabuleuses et nobles ambitions pour la gent féminine. Et le Cameroun, nation des compétiteurs dans tout cela !! Le pays de : Françoise Mbango (reine des jeux olympiques en triple saut en longueur), Sarah Etonge (09 fois d'affilié vainqueur de la Course de l'Espoir), Gaelle Deborah Enganamouit (Ballon d'or de football), Lynda Raymonde (Ceinture noire judo), Laetitia Momha (trois fois championne d'Afrique avec la brillante équipe de volley-ball) . . . , le pays-kontinent était en haut dans ce panel inaugural avec deux compatriotes sur les quatre personnes ressources.

Louissette Renée Etamé Ndedi, la Secrétaire générale de la Confejes. Odette Engoulou Assembe, représentante de la présidente du Comité internationale olympique (Cio). Aux côtés de ces deux braves amazones camerounaises, Maria Tavares Malfoy, co-présidente du Women Sport Africa Network (Wsan), Khady Diene Gaye, ministre de la Jeunesse et des Sports du Sénégal, représentant du Gouvernement. C'est le lieu d'affirmer que le leadership féminin dans le sport, avec fière allure est en mouvement au Cameroun. À en juger par les sons, les clameurs de tam-tam et du tambour d'un rendez-vous digne d'une fête parée aux couleurs africaines, le rendez-vous de la première édition de la Conférence internationale femme et sports en Afrique (Cifsa), Dakar, décembre 2025 a tenu le pari d'être le point d'ancrage et le lieu de naissance du mouvement sportif féminin.



Le mérite et l'administration reviennent à la Confejes et le Wsan qui ont réservé de la splendeur et les clameurs aux voix du Cameroun et à celles de l'Afrique. La ville capitale Dakar du Sénégal qui a accueilli la première Cifsa, aura été également l'occasion pour la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (Confejes) par la voix Louissette Renée Thobi Etamé Ndedi, Secrétaire général de la Confejes, de donner à voir la matérialisation de sa vision de la Confejes pour les femmes africaines et les sports. Créée au mois de décembre 1969, la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie (Confejes) est une institution intergouvernementale qui œuvre pour la promotion de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs au sein de l'espace francophone. On comprend bien le sens, l'importance et la magnificence accordés aux sports.

Des fruits et des promesses

À la Conférence internationale : femmes et sports en Afrique, Dakar décembre 2025, en plus de ce que les participants ont ressenti le besoin de faire progresser l'égalité des genres et la représentation féminine, le mode d'emploi appelle de nombreux défis à relever et un challenge qu'il faut braver pour le meilleur épanouissement des femmes dans la diversité du mouvement sportif au Cameroun et dans les pays africains. Selon Odette Engoulou Assembe, fièrement vêtue du costume de la Représentante Personnelle de la Présidente du Cio, Mme Kirsty Coventry, il importe de souligner que pour faire avancer l'égalité des genres dans la

pratique du sport, il faut plaider pour l'atteinte du seuil de représentation d'au moins 40% des femmes aux postes de direction partout au sein du mouvement Olympique. Rendu à ce jour, il faut reconnaître que des progrès significatifs sont observés concernant la participation de la gent féminine aux compétitions sportives. Selon le Cio, les statistiques des jeux olympiques Paris 2024 ont marqué une étape historique importante, en étant les premiers à atteindre une parité totale. En 2028, il est prévu aux jeux de Los-Angeles, 50,5% de places aux athlètes féminines incluant pour la première fois, un nombre égal d'équipes féminines et masculines. Quant aux Jeux olympiques de la jeunesse qui doivent se tenir à Dakar, l'on envisage une représentation égale dans chaque sport et un nombre égal d'épreuves. Ce qui constitue une autre innovation majeure.

À en croire la secrétaire générale Louissette Renée Thobbi Etamé Ndedi, le Rdv de Dakar est appelé à marquer la rupture avec les temps jadis où le sport était considéré comme une activité réservée spécifiquement au sexe masculin. La Sg de la Confejes a en cela encouragé les femmes et les jeunes filles à se donner activement dans la pratique de tous les sports ; pour leur épanouissement et leur développement physique personnel. « Grâce aux activités sportives, de par le leadership féminin à travers le sport dont les jalons sont lancés dans cette belle ville de Dakar, la présente Conférence internationale femme et sport en Afrique nous offre l'occasion de sublimer davantage le

lien fusionnel entre nos États respectifs au sein de la grande famille Francophone; cette famille qui demeure avant tout une communauté des valeurs portant un idéal commun et mettant à profit le français au service de la solidarité, du développement et du rapprochement des peuples par le dialogue des civilisations », martèle Louissette Renée Thobbi Etamé Ndedi. À titre de rappel, ce sont les pères fondateurs de la Confejes qui, au moment des indépendances déjà, avaient très tôt compris l'importance de se rassembler autour de la jeunesse et du Sport.

Du rêve à la réalité ?

Au rendez-vous de Dakar décembre 2025, une dynamique est née au service d'une Confejes jalonnée par le leadership féminin dans le sport, un leitmotiv qui vaut tout un programme, mieux encore, une ambition pérenne et plus fédératrice. Pour ce faire, il faut encourager les jeunes filles qui ont besoin de plus d'attention, de plus de repères dans un monde qui change très vite, trop vite même. Dans le même temps l'occasion est désormais pour les États africains de poser des actions phares et prioritaires pour le sport et la protection des jeunes filles, des sirènes de l'émigration clandestine, le radicalisme violent en ce qui concerne la consommation des drogues et les stupéfiants, l'actualisation et la rénovation du programme de la promotion de la jeune fille et des femmes qui désirent se lancer dans le sport. La jeunesse constitue plus de 70% de la population, dont 80% du sexe féminin. On peut dire à quel point le plaidoyer pour le leadership féminin en sport ne doit pas juste être un slogan, mais la réalité de nos pays, la réalité du monde, la réalité du monde Francophone en particulier. C'est à la fois un défi et une chance que le Cameroun doit saisir.

Dans son discours de politique générale le 06 novembre 2025, à l'occasion de la prestation de serment inaugural à son énième septennat en cours, le président de la République Paul Biya a souligné sa volonté de placer sa mandature au service des femmes et de la jeunesse. Le Leadership féminin et le sport doivent faire partie de cette ambition présidentielle. En prenant le président Paul Biya au mot, l'on peut espérer que le Chef de l'État saura intégrer dans son projet programme que les jeunes sont un formidable accélérateur du mieux-être et de l'épanouissement, pour la communauté et pour le pays.

Souley ONOHILO

2-Éloge à l'excellence

Le printemps de Odette Engoulou Assembe

Elle arbore plusieurs casquettes qui font d'elle une femme de l'herbe dans le domaine du sport et le monde olympique. Pour elle, le mouvement sportif est un réseau global animé par des acteurs ayant diverses responsabilités, respectant une certaine stratification, qui s'en racine et fait ancrage au niveau local et au niveau mondial.

« Il apparaît aujourd'hui que nous avons pu graver tous les échelons pour nous hisser au niveau du Comité international olympique (Cio), qui est l'institution suprême du mouvement sportif international. Il ne s'agit donc pas d'une simple question de casquettes ou de compétences plurielles, mais plutôt d'une évolution logique dans une carrière pleine au sein du mouvement Olympique et sportif ». Odette Engoulou Assembe, qui évoque l'impératif de souligner qu'elle est partie d'un poste de présidente de la Fédération camerounaise de Badminton (Fecabad) pour devenir Vice-présidente du Comité national olympique et sportif du Cameroun (Cnosc) et Vice-présidente de la Confédération africaine de badminton (Bca). Dans le cadre du prolongement de ses responsabilités en qualité de présidente de la Fecabad, l'on est à écouter Odette Engoulou Assembe qui est un véritable régal. Surtout quand elle accepte se mettre à table et vous fait entièrement confiance. Elle, si peu bavarde dont la parole est rare.

Institution d'extrême et



grande responsabilité

Cependant, la trajectoire de Odette Engoulou Assembe est exceptionnelle. Son parcours qui l'a menée jusqu'au Comité international olympique (Cio) et au Conseil de la Fédération mondiale de badminton (Bwf), où elle poursuit ses activités jusqu'à un niveau supérieur, avec des enjeux

plus élevés, elle aurait pu verser, se baigner, à l'empêcher d'être arrogante, l'on peut y percevoir un argument de fierté qui pouvait favoriser une certaine exposition de sa personnalité. Que non ! Mais Odette Engoulou Assembe a le triomphe modeste ; elle est si humble et généreuse. Extraordinaire d'amour, de bonté, de gentillesse et de générosité, Odette Engoulou Assembe place l'homme au centre de son domaine d'action. Pour celle qui a représenté personnellement la présidente du Cio, Mme Kirsty Coventry aux assises de Dakar, le mouvement sportif est un réseau global animé par des acteurs ayant diverses responsabilités ; des témoins qui respectent une certaine stratification, partant du niveau local au niveau mondial.

« Il apparaît aujourd'hui que nous avons pu graver tous ces échelons pour nous hisser au niveau du Comité International Olympique (Cio), qui est l'institution suprême du mouvement sportif international. Il ne s'agit donc pas d'une simple question de casquettes ou de compétences plurielles, mais plutôt d'une évolution logique dans une carrière pleine au sein du mouvement Olympique et sportif », clame Odette Engoulou Assembe. Quoi de plus normal et enthousiaste pour une amazone Car, il faut souligner que nous sommes parties d'un poste de présidente de la Fédération camerounaise de badminton (Fecabad) pour détenir Vice-présidente du Comité national olympique et sportif du Cameroun (Cnosc) et Vice-présidente de la Confédération africaine de Badminton (Bca), dont le parcours nous a ensuite mené jusqu'au Comité International Olympique (Cio) et au Conseil de la Fédération mondiale de badminton (Bwf), où nous poursuivons nos activités, mais à un niveau supérieur et avec des enjeux plus élevés.

Souley ONOHILO

Dossier

3-Regards croisés

Khady Diene Gaye, Ministre de la Jeunesse et des Sports du Sénégal

"Les défis sont nombreux et nous interpellent tous"

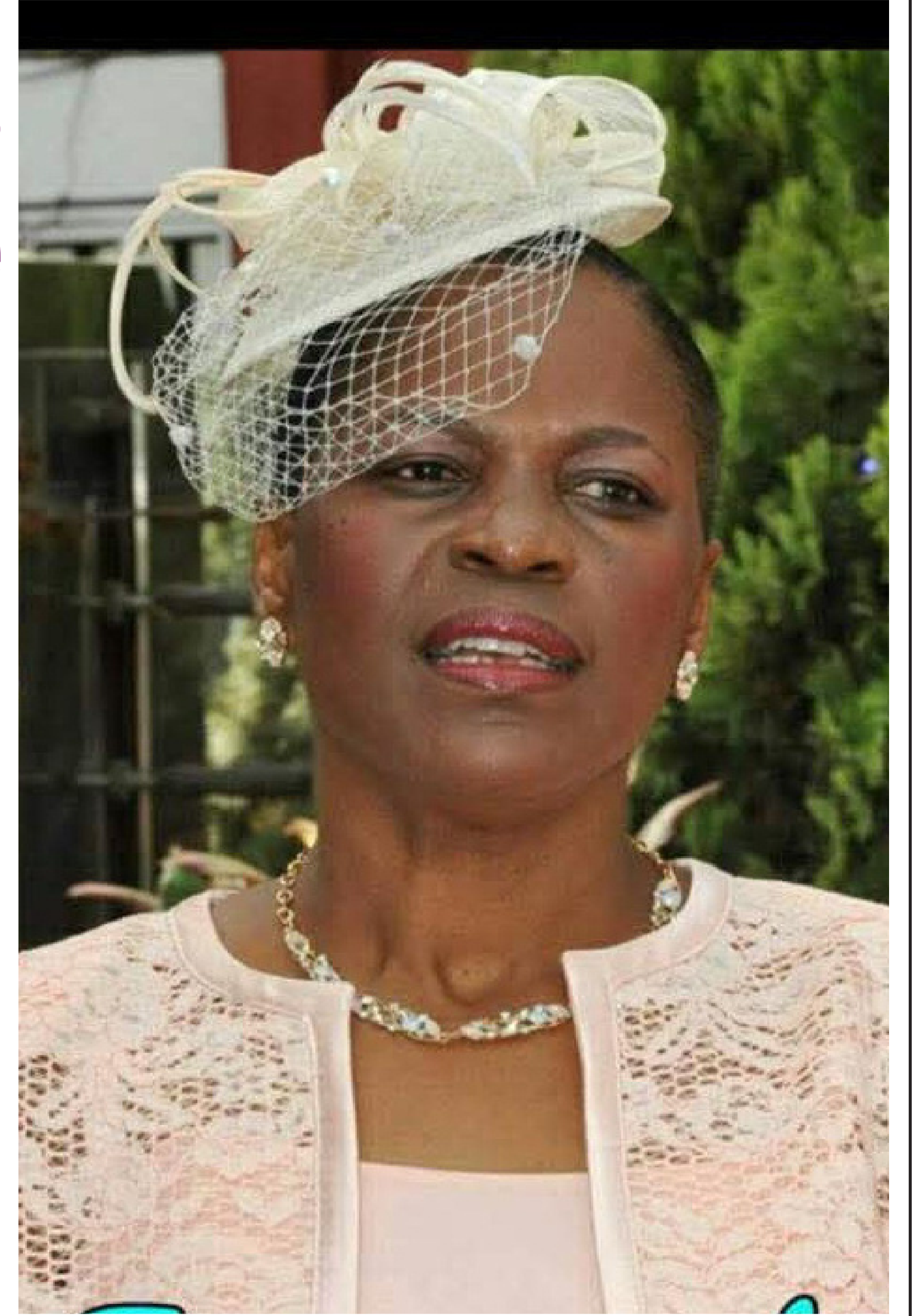
"La représentante du gouvernement s'aligne sur des cadres de référence majeurs, y compris l'agenda 2030 des nations unies et l'agenda 2063 de l'union africaine. Dès l'ouverture, la ministre Sénégalaise a souligné les défis du sport féminin. "Aussi, ils sont nombreux les défis qui nous interpellent et qui sont entre autres, une promotion timide dans la pratique par des acteurs, un financement insuffisant du sport féminin, une faible médiatisation des acteurs de l'édition féminine ". La ministre a mis en avant l'engagement du mouvement olympique en faveur de l'égalité des genres, de même qu'elle a réitéré l'objectif pour la meilleure parité au sein des instances de décision. Il est nécessaire de partager les défis et les opportunités des femmes Africaines dans le sport, émettre des propositions concrètes pour y faire avancer la qualité des genres avec une volonté d'atteindre au moins 40% de représentation de femmes au poste de direction partout et au sein du mouvement olympique".



Louissette Rénée Étamé Ndedi, Secrétaire générale de la Confejes

"Il faut laisser les jeunes filles faire le sport"

"Nous avons lancé un appel vibrant à l'action. Dans le même temps, nous exhortons les participants à accorder leur confiance à la jeunesse féminine. Je recommande de faire confiance aux jeunes filles. laissez-les s'exprimer, qu'elles fassent du sport comme tout le monde; aujourd'hui le sport est le seul vecteur universel comme j'appelle souvent, le seul parti unique au monde, c'est le seul parti unique où, on n'a pas de race, ni de tribu, ni de groupe politique, ni de couleur, ni de langue. Nous réitérons qu'il y a lieu vraiment de laisser les jeunes filles s'exprimer et nous aurons la société que nous voulons demain".



4-Odetta Engoulou Assembe

"L'égalité des genres est un droit humain fondamental"

Membre très influente du Comité International Olympique (Cio), celle qui se présente sous de nombreux visages, est active à plusieurs rendez-vous au niveau mondial. Femme pluridisciplinaire, tant dans le domaine du sport et le monde olympique, Odetta Engoulou Assembe est d'un charisme et d'une prestance légendaire. Au rendez-vous des assises de la première édition de la Conférence internationale femme et sport en Afrique, Dakar décembre 2025, charismatiques et d'un esprit vif, Odetta Engoulou Assembe a représenté dignement, avec fugacité, éclat, splendeur et héroïsme la Présidente du Cio, Mme Kirsty Coventry, aux assises de Dakar au Sénégal.

Vous revenez de Dakar au Sénégal où, vous avez participé à la conférence internationale: femmes et sports en Afrique. Quels sont les enjeux et les motivations d'une telle rencontre ? Quels en sont les problèmes à solutionner ?

Comme je l'ai indiqué dans mon discours à l'ouverture de cette conférence internationale, il s'agit d'œuvrer ensemble, dans le cadre d'une mission qui nous est dévolue à toutes, au sein du mouvement olympique à savoir, rendre le monde plus égalitaire, plus pacifique et plus uni à travers le sport. Pour y parvenir, la femme devrait y apporter une contribution déterminante. Mais au-delà de cet enjeu, il s'agit, pour les femmes africaines dans le sport, de se concerter et de faire des propositions concrètes afin de faire avancer l'égalité des genres dans le sport, à tous les niveaux. Car, l'égalité des genres est un droit humain fondamental inscrit dans la Charte Olympique, et un pilier de la bonne gouvernance, que nous ne saurons méconnaître.

Aux assises de Dakar, les participants ont ressenti le besoin de faire progresser l'égalité des genres et la représentation féminine dans le sport. Le cheval de bataille que vous avez enfoncé est celui du "Sport et leadership féminin". Quel est le mode d'emploi ? Les activités à explorer et la feuille de route ?

Nous ne dirons pas qu'il y a un mode d'emploi précis et universel lorsqu'il s'agit d'œuvrer pour l'accroissement du leadership féminin dans le sport. Cependant, il faudrait naturellement se poser les bonnes questions, y répondre en toute sincérité, avec clarté, tout en tenant compte de l'environnement socio-culturel dans lequel l'on intervient. Car, en développant des stratégies visant à encourager davantage de jeunes filles à pratiquer le sport, surtout le sport de haut niveau, nous sommes convaincues que cette activité développerait en elles des compétences de leaders qui intègrent, sans être exhaustive, la confiance en soi, la communication facile, les talents managériaux, etc. Elles pourrnt alors servir de modèles pour leurs cadettes et pérenniser notre action. C'est un moyen, parmi tant d'autres, pour nous de faire progresser la représentation féminine dans le sport, non seulement dans les arènes, mais également dans les instances administratives et techniques de nos organisations sportives.

Quels sont, d'après vous, les défis à relever et le challenge qu'il faut braver pour le meilleur épanouissement des femmes dans la diversité du mouvement sportif au Cameroun et dans les pays africains ?

Dans une certaine mesure, il faudrait admettre que les défis à relever et le challenge à braver par les sportives, sont les mêmes que ceux auxquels font face les athlètes masculins, à l'instar du manque de financement et l'ab-



sence d'infrastructures sportives. Cependant, la jeune fille pourra être confrontée à d'autres entraves particulières, tels que le sexisme, les stéréotypes de genre, la violence et même le harcèlement. Il s'agit des dérives que nous combattons et que nous dénonçons dans le cadre de nos responsabilités d'encadrement de la jeunesse. Car, celles-ci se prolongent quelques fois dans les instances de gouvernance de nos associations sportives et contribuent fortement aux découragements des femmes à y chercher une place. Mais, nous devons continuer à veiller, à travers des campagnes de sensibilisation et des dénonciations dans des cas avérés. Nous croyons, par ailleurs, que cette situation est la même dans de nombreux pays africains.

Agissant dans le costume de la représentante du Comité International Olympique (CIO), vous avez mis en avant l'engagement optimal du mouvement olympique en faveur de l'égalité, de même que vous appelez la parité au sein des instances des décisions. Qu'est-ce que vous entendez par cela ?

A ce stade, nous souhaiterions préciser que le Comité International Olympique (CIO) travaille en partenariat, depuis de nombreuses années, avec ONU Femmes, bénéficiant de son expérience et de son expertise sur le terrain, afin de favoriser son action. En fait, nous sommes conscients de tout le bénéfice que l'on peut tirer de la pratique du sport, aussi bien pour le bien-être physique que mental, sans ignorer le bien-être social. Car le sport enseigne des valeurs sociales essentielles. Et surtout, le sport donne aux femmes et aux jeunes filles une chance de se libérer des stéréotypes et de montrer à elles-mêmes et aux autres leur potentiel lorsqu'on leur en donne l'opportunité. C'est cette opportunité que nous souhaiterions leur donner, en connaissance de tous ces avantages que possède le sport. Autant que leurs collègues du sexe masculin, elles devraient bénéficier des mêmes chances pour parvenir aux plus hautes fonctions de gouvernance au sein de ce mouvement. Elles en ont le potentiel. La parité est donc cette vision que nous avons, au sein du CIO, d'aboutir à une égalité de chance entre les hommes et les femmes dans l'occupation des postes de responsabilité, au

plus haut niveau, dans notre mouvement et de parvenir à un équilibre des nombres au sein de ses instances dirigeantes.

Pour faire avancer l'égalité des genres dans la pratique du sport, vous plaidez pour l'atteinte du seuil de représentation d'au moins 40 pour cent des femmes aux postes de direction partout au sein du mouvement Olympique. Etes-vous vraiment sérieuse et convaincue lorsque beaucoup d'obstacles se dressent le long du parcours sportif de la jeune femme ? lesquels constituent autant de freins et d'entraves : mariages, grossesses...

Il ne s'agit pas d'une utopie. Car, aujourd'hui plus de 40% des membres du Cio sont des femmes, alors qu'en 2013 les femmes ne représentaient que la moitié de ce pourcentage au sein de cette instance faîtière du mouvement olympique. Aussi, les mariages, les grossesses ou tous autres obstacles ne sauraient être des freins à cette marche vers l'avant. Car, de nombreuses barrières socio-culturelles tombent déjà au moyen orient et en Afrique, et notre action visera simplement à encourager cette nouvelle tendance. Si en juin 2025 43 pour cent des CNO et 60 pour cent des Fédérations Internationales ont atteint le minimum de 30 pour cent de représentation des deux sexes au sein de leurs instances dirigeantes, alors une lueur d'espoir subsiste pour atteindre notre objectif.

Au soir des assises de Dakar, si l'on vous demande de commencer quelque part, quelles sont les actions prioritaires à mener ?

La sensibilisation reste notre meilleur atout. Surtout celle que nous devons entreprendre auprès des femmes elles-mêmes. Car, si nous voulons promouvoir l'égalité des genres et autonomiser les femmes dans le sport, comme athlètes, entraîneurs, officielles et dirigeantes, alors nous devons toutes nous mobiliser. Les femmes elles-mêmes doivent mener le combat, oser prendre leur place. Elles doivent oser se présenter aux élections et à des recrutements à des postes de direction au sein de ce mouvement. Trop souvent, la peur ou l'hésitation freinent les candidatures féminines. Pourtant, si nous voulons les mêmes droits et responsabilités que les hommes, nous devons nous lever, nous présenter et croire en nous-mêmes. Nous devons briser les barrières psychologiques, adopter une attitude positive. Telle est la quintessence du programme de sensibilisation que nous envisagerions de mettre en place.

A en croire certaines langues, des progrès significatifs sont observés concernant la participation de la gent féminine aux compétitions sportives. Selon le CIO, les statistiques des Jeux Olympiques de Paris 2024 ont marqué une étape historique importante en étant les premiers à atteindre une parité totale. En 2028, les Jeux de Los Angeles 50,5 promettent cent de places aux athlètes féminines incluant pour la première fois, un nombre égal d'équipes féminines et masculines. Quant aux Jeux Olympiques de la Jeunesse de Dakar, ils verront aussi une représentation égale de chaque sport et un nombre égal d'épreuves. Ce qui constitue une autre innovation majeure. Quel est votre sentiment face à ces avancées qu'on considère comme révolutionnaires ?

En tant que membre du Comité International Olympique (Cio) ayant approuvé cette politique initiée par le Dr Thomas Bach, il y a quelques années, et dont la mise en œuvre se poursuit aujourd'hui avec notre Présidente Kirsty Coventry, nous ne pouvons que nous réjouir de ces avancées significatives et partager avec vous notre sentiment de grande satisfaction. Cependant, nous demeurons conscients que le chemin à parcourir pour parvenir à la plénitude de cette vision est encore bien long et que toutes les parties prenantes de notre mouvement devraient fortement se mobiliser pour une réussite collective.

Réalisé par Souley ONOHILO

Lutte contre la malnutrition infantile

Le Reccnut et l'UBe unissent leurs forces

Un partenariat stratégique vient d'être scellé à Bertoua entre le monde académique et les collectivités territoriales.

Mardi 09 décembre 2025, l'Université de Bertoua (UBe) et le Réseau des Communes Camerounaises pour la Nutrition (Reccnut) ont signé un accord-cadre visant à combiner expertise scientifique et action de terrain pour prévenir et lutter plus efficacement contre la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans. Un partenariat jugé « *fondamental* » pour l'avenir nutritionnel des jeunes enfants camerounais. Représentant le président national du Reccnut, M. Gbanga Emmanuel, le Secrétaire exécutif national, Francis Herman Kambang, a signé aux côtés du Recteur de l'Université de Bertoua un accord-cadre destiné à créer une synergie inédite entre la recherche universitaire et l'action communale. « *La lutte contre la malnutrition ne peut être gagnée que par le mariage entre l'action politique décentralisée et l'expertise académique* », a déclaré le représentant du Reccnut, réseau qui fédère et coordonne les initiatives municipales contre la malnutrition infantile.

Campagnes de dépistage

Face au « *triple fardeau* » que représente la dénutrition persistante, les carences en micronutriments et la montée de l'obésité infantile, les Communes se veulent des « *sentinelles* » au contact direct des populations. Le cœur de ce partenariat réside dans la validation et l'exploitation scientifique des données collectées sur le terrain par le Reccnut. Via son « *Observatoire intercommunal de prévention et de lutte contre la malnutrition* » et



ses campagnes de dépistage, le réseau génère une multitude d'informations géolocalisées sur le statut nutritionnel des enfants. « *Ces données doivent être transformées en preuves scientifiques par l'Université de Bertoua* », a souligné Francis Herman Kambang, le représentant du Reccnut. L'institution académique endosse ainsi le rôle de « *garant scientifique* » de la crédibilité des actions menées. Ses chercheurs, enseignants et étudiants participeront à développer et valider des protocoles d'intervention, notamment diététiques, et apporteront un appui technique aux offices communaux de lutte contre la malnutrition.

Enjeux

Ce rapprochement a une portée qui dépasse le cadre local. Il intervient à un moment crucial. L'année 2026 marquera l'évaluation à mi-parcours de la Stratégie nationale de développement 2020-2030 (Snd30), dont l'un des objectifs est de réduire de deux tiers la malnutrition chez les moins de cinq ans. Ce partenariat vise donc à fournir « *la base de données la plus fiable et la plus granulaire possible* » pour mesurer les progrès accomplis. En améliorant la qualité et l'utilisation des données, cette collaboration entend aussi contribuer significativement à l'atteinte de l'Objectif

de développement durable n°2 (Faim « *Zéro* ») et incarne le partenariat multi-acteurs promu par l'Odd 17.

L'accord a été salué comme une étape majeure pour ancrer l'expertise au niveau local. « *Ensemble, l'action locale du Reccnut et l'autorité scientifique de l'Université de Bertoua formeront un couple indissociable* », a conclu le représentant du réseau, en souhaitant à ce partenariat « *longévité, succès et, surtout, des résultats mesurables pour la santé de nos enfants* ». Une alliance concrète où la science épaulé l'action municipale pour un enjeu de santé publique primordial.

Ange-Gabriel OLINGA BENG

Célébration

Noël révèle l'âme sociale de la Socapalm

Une organisation rigoureuse, des milliers d'enfants honorés et une politique sociale rendue visible par le geste, le rituel et la cohésion collective, la Socapalm a transformé la célébration annuelle de son arbre de Noël samedi, 13 décembre dernier, en acte social lisible.

Sous un ciel clément de décembre, tous les sites de la Socapalm ont vibré à l'unisson, portés par une célébration devenue rituel : l'Arbre de Noël des enfants du personnel. Le 13 décembre 2025, d'Édéa aux autres plantations, l'entreprise a offert bien plus qu'une fête. Elle a donné à voir une vision, une méthode et une fidélité aux valeurs humaines qui structurent son action sociale. L'ambiance, au cœur des tentes blanches, oscille harmonieusement entre ferveur et liesse. Les couleurs vives - rouge des costumes et des ballons, vert profond de la végétation dialoguent avec le décor simple mais évocateur. Les enfants, assis sur des chaises aux teintes gaies ou lancés dans des chorégraphies rythmées, incarnent une joie plurielle, tantôt concentrée, tantôt débordante. Autour d'eux, les adultes veillent sans dominer, sécurisent sans étouffer, donnant à la fête sa dimension de transmission.

Une organisation réussie

Derrière l'éclat des sourires et l'effervescence des jeux, les chiffres parlent avec éloquence. Plus de 12 000 cadeaux ont été distribués à l'échelle des différents sites, dont plus de 650 pour la seule plantation d'Édéa. Ces données, loin d'une froide comptabilité, traduisent l'ampleur d'un engagement assumé envers les familles des employés. Ici, chaque cadeau devient une reconnaissance silencieuse du rôle central de l'enfant dans la stabilité du capital humain. La rigueur de l'organisation a donné à cette générosité un cadre lisible et rassurant. Dès 8 heures, l'accueil



des enfants et des parents installe une atmosphère de proximité. À 9 heures, l'arrivée du Directeur de la plantation et son allocution rappellent que la fête est aussi un acte managérial. « *Derrière nos projets et nos réussites, il y a surtout une grande famille humaine* », souligne-t-il, avant d'inviter chacun à goûter à « *la magie et à la générosité de Noël* ». Le programme, méthodiquement déroulé, laisse ensuite toute la scène aux enfants : danses, concours, démonstrations culturelles, jusqu'à l'arrivée très attendue du Père Noël et la distribution des cadeaux.

Un rituel au cœur d'une politique sociétale

Les paroles recueillies renforcent le sens de ce moment. Par la voix du délégué du personnel, Nji Tata Francis, la gratitude

s'exprime. Cette cérémonie, entrée « *dans les habitudes et la coutume, matérialise l'attachement de la direction aux travailleurs et à leurs enfants* », affirme-t-il. Les parents, à l'image de Mme Enanga Alexandre, y voient une fierté et un soulagement, tandis que les enfants eux-mêmes rappellent avec candeur dans leur allocution, que « *Noël, c'est notre fête* ». Au-delà de la célébration, l'Arbre de Noël de la Socapalm s'impose comme une traduction concrète de sa politique sociale. Responsabilité, reconnaissance, cohésion et respect des engagements s'y donnent rendez-vous. Dans ce rituel annuel, l'entreprise affirme que la performance durable commence par un regard bienveillant posé sur l'enfance, et que la solidarité, lorsqu'elle est organisée et sincère, devient un puissant ciment collectif.

Après les rires d'enfants et la magie partagée sous les tentes de Noël, la Socapalm ne ferme pas le livre du vivre-ensemble. Elle en tourne simplement la page. Car déjà, un autre rendez-vous fédérateur s'annonce, tout aussi chargé de sens et d'énergie collective. À partir du 18 prochain, place à Palmfoot, l'événement sportif annuel qui réunira l'ensemble des sites de la Socapalm autour du ballon rond et du lawn-tennis, dans une effervescence fraternelle où la compétition épouse la convivialité. Après l'enfance célébrée, ce sont les équipes, les corps et les passions qui entreront en jeu. Même esprit, même ferveur : celle d'une entreprise qui sait que la cohésion se cultive autant dans la fête que sur le terrain.

Cheikh Malcolm Radykhal EPANDA

La diversité culturelle camerounaise exposée aux Etats-Unis

La première édition de la **Cameroonian cultural Festival of North America (Ccfna)** est sur les starting-blocks.

« Deux cents trente-sept/Unis dans la diversité. » C’est par ce slogan révélateur que Christophe Tapa, principal promoteur de la Cameroonian cultural festival of north america (ccfna), a ouvert la conférence de presse qui s’est déroulée dans la soirée du samedi 13 décembre 2025, dans une des salles polyvalentes du Hilton Hotel by Rockville Pike, dans l’Etat du Maryland aux Etats-Unis. Propos repris en chœur et avec entrain par les quelques deux cents personnes présentes dans cette salle, aux côtés de nombre d’hommes et de femmes de médias camerounais dont certains venus du Mexique, du Canada et de plusieurs autres Etats du pays de l’Oncle Sam, pour vivre le lancement officiel de la Ccfna dont la toute première édition se déroulera du 29 au 31 mai 2026 à Washington Dc. « Lieu retenu pour cet ambitieux projet culturel sous fond de promotion du Vivre Ensemble entre Camerounais en Amérique du Nord : l’Université Catholique située dans la partie Nord-Est de la capitale américaine, » révèle Christophe Tapa.

Outre cette précision sur le lieu qui abritera ce Festival culturel des Camerounais de l’Amérique du Nord, Christophe Tapa et ses Co-panelistes Junior Mekinda (Assuzoa des Ekangs en Amérique du Nord) venus de New York, Chief Bajon Bihaii 3, Fon Kennedy Njanjo et Dr Mimi Nkwepo, ont édifié l’assistance



sur l’importance de l’organisation d’un tel événement. Ainsi que sur son mode d’emploi, surtout par ces temps où le discours de la haine et les sirènes de la division prennent de plus en plus de l’ampleur dans le narratif des Camerounais et dans l’espace public au Cameroun. « Ce festival culturel vise à rassembler les Camerounais de la diaspora des Etats-Unis, du Canada et du Mexique dans un méga événement. Ce rassemblement permettra de créer des liens solides entre Camerounais partis de leur pays d’origine ou nés dans ces pays, afin de célébrer l’unité nationale pour la promotion des multiples cultures de notre pays, de poser les bases solides d’un déve-

loppement économique dynamique, d’abord pour leur épanouissement, et ensuite pour un important apport au développement du Cameroun. Tout cela mis ensemble, la transmission aux générations futures sera plus efficiente et dynamique, » explique le Comité d’organisation de la Ccfna.

Renforcement de l’autonomisation économique

Face aux multiples questions de journalistes et autres personnes présentes sur les motivations profondes de la création de ce Festival qui se veut fédérateur pour les Camerounais venant de toutes les dix

régions du pays, les panelistes ont d’ailleurs, chacun à sa manière, répéter avec force et détails les objectifs recherchés par la Ccfna: la célébration de la diversité culturelle camerounaise à travers la musique, la danse, la gastronomie, les arts, les langues et la mode, la transmission des valeurs traditionnelles et culturelles des aires géographiques du Cameroun aux jeunes générations nées ou élevées à l’étranger, la favorisation de l’intégration dans les sociétés nord-américaines (Etats-Unis, Mexique et Canada) tout en préservant l’identité culturelle camerounaise, le renforcement de l’autonomisation économique par l’entrepreneuriat et les partenariats, la création un pôle communautaire durable soutenu par des partenariats public-privé.

Les multiples explications données au cours de cette rencontre par Christophe Tapa et autres panelistes n’ont pas laissé indifférentes l’assistance dont des officiels de l’Ambassade du Cameroun aux Etats-Unis d’Amérique. Ceux-ci ne sont pas passés par quatre chemins pour qualifier « cette initiative d’originale et de porteuse de beaucoup d’espoir pour Vivre Ensemble entre Camerounais. » Appréciation reçue par le principal promoteur de la Ccfna qui a clôturé la conférence de presse en remerciant les Camerounais venus en grand nombre : « Grand merci à tous les Camerounais d’Amérique du Nord, nos frères et sœurs Grassfields, nos frères et sœurs Sawa, nos frères et sœurs du Grand Nord, nos frères et sœurs Ekang et ceux de toutes les autres communautés. »

Honoré FOIMOUKOM à Maryland, USA

Une-deux avec... Christophe Tapa

« Nous attendons entre 5000 et 7000 participants »

Celui qui a eu l’idée de la création de la Ccfna dévoile les motivations pour ce projet, les moyens à disposition, les objectifs dont les principaux sont l’unité, l’émergence économique, et surtout la transmission des cultures traditionnelles à la jeune génération de la diaspora.

C’est quoi la Cameroonian Cultural Festival of North America ?

Il s’agit d’un mouvement apolitique et non partisan, qui se veut inclusif, une plateforme qui vise à regrouper tous les fils et filles de la diaspora camerounaise d’Amérique du Nord, autour de la culture. Il va sans dire que le Cameroun est l’Afrique en miniature, et il est important pour nous, de le célébrer. C’est la raison pour laquelle nous avons pris cette initiative dont certains disent que c’en est une de trop. Loin de là.

Quelles sont les motivations qui ont présidées à la mise sur pied de cette plateforme ?

Je commence par la genèse de ce projet. Nous sommes partis de quatre constats. Le premier est celui de la pléthore, de la panoplie des organisations, des regroupements à caractère communautaire dans la région North America. Nous pouvons citer entre autres, la All Bamileke Convention, Ekang Convention, Nyong et Kele Convention, Sawa Convention, le Festival Bamileke du Canada, le Festival Bamileke du DMV, etc., ce qui est d’ailleurs une bonne chose pour le Cameroun.

Le second constat est celui des mariages mixtes que nous vivons de plus en plus dans cette région. Je suis moi-même Bamileke et mon épouse et Ekang. Mon ami Bamileke vient d’épouser une femme Sawa, et de plus en plus, nos frères Ekang épousent des filles Bamileke, nos frères du Grand Nord épousent des filles Sawa, etc. Ce qui matérialise notre unité dans la diversité.

Le troisième constat est celui de la difficulté d’intégration en terre d’accueil en



Amérique du Nord. Nous ne sommes pas au Cameroun et il n’est donc pas facile pour nos compatriotes qui arrivent de s’intégrer aisément, notamment aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique.

Le dernier constat est celui de la transmission de cet héritage à nos enfants nés en Amérique du Nord et dont certains n’ont jamais mis les pieds au Cameroun, et qui ont soif d’apprendre la culture de leurs parents. C’est au vu de ces constats que nous avons pensé qu’il était temps et important de mettre sur pied la Cameroonian Cultural Festival of North America. Une plateforme inclusive qui va apporter des éléments de réponse à cet état des choses, et essayer de voir autant que faire ce peut, comment raviver cette flamme de l’unité et de la diversité de la

culture camerounaise.

Pouvons-nous avoir une idée du programme de ce Festival culturel ?

Pour parler du programme des activités, nous commencerons le vendredi avec le business forum suivi de la parade culturelle. Ensuite, nous aurons le grand concours de groupes de danses traditionnelles, et enfin le grand concert live. Au niveau des danses traditionnelles nous sommes en train de les répertorier. Il y aura des prix à gagner, allant jusqu’à 10 000 dollars pour le meilleur groupe. Nous invitons déjà tous nos amis qui ont des groupes de danses traditionnelles, à s’enregistrer et à commencer à bien s’entraîner. J’étais l’autre jour voir le groupe Samba qui a démontré son savoir-faire. J’irai ensuite voir le Njou-

njou danse. Nous allons ainsi rallier tous les groupes de danses, afin qu’ils participent à ce concours. Le samedi, nous continuons avec le business Forum, suivi du City Tour, du Soccer tournament, pour terminer avec le Gala Night an Fundraising. Le dimanche, nous clôturons le Business Forum qui sera suivi du Grill festival et de la cérémonie de clôture.

Quels sont vos sources de financement ?

Oui, vous avez raison, il faut de gros moyens. La clé, ce sont des espaces qui vont accueillir tous ceux que nous attendons, entre 5000 et 7000 participants. Pour ceux qui ont l’habitude de ce genre d’événement, ils savent que plus de la moitié du budget est comblé par la location des espaces. Et l’un des avantages que nous avons, est que nous entretenons de très bons rapports avec les autorités locales, et nous sommes en train de voir dans quelle mesure elles pourront mettre certains de ces espaces à notre disposition et gratuitement. C’est un avantage qui va réduire le coût de ce projet, pratiquement de 60%. La 2e source de financement est celle de la Fondation Alice Tapa qui a pris sur elle de mettre à notre disposition des fonds pour préfinancer nos activités. Vous avez dû le constater, nous sommes à pied d’œuvre depuis un certain temps et avons pu réaliser un certain nombre de choses grâce aux fonds de cette Fondation. La 3e source de financement viendra de la vente des billets. D’ici janvier 2026, nous allons ouvrir notre billetterie et permettre à tous les Camerounais d’acquérir des tickets dont les prix, rassurez-vous, sont extrêmement abordables. Alors si nous attendons 5 à 7000 personnes, faites le calcul pour voir ce que cela va donner en termes de revenus. La 4e source, ce sont les « Grants ». Nous avons légalisé notre structure et avons tous les documents nécessaires qui vont nous permettre d’appliquer pour le « Grants ». C’est ce que nous sommes en train de faire. Rassurez-vous, nous aurons des « Grants », ce qui va faire partie du savoir-faire de notre leadership-équipe, lesquels vont nous permettre d’implémenter cette initiative.

Entretien mené aux Etats-Unis d’Amérique par Honoré FOIMOUKOM

JeunEss Afrique

Un hub continental pour piloter l'économie sociale et solidaire



Une initiative stratégique du Raess, avec l'appui du Ripess pour une économie sociale et solidaire (Ess) inclusive, innovante et durable portée par la jeunesse africaine. Les travaux ont débuté le lundi 15 et s'achèvent ce mercredi 17 décembre 2025 à Bafoussam.

Quand la jeunesse africaine mise sur l'économie solidaire, elle fait bien plus qu'énoncer des intentions : elle pose les bases d'une alternative économique crédible et structurée. Depuis lundi dernier, 15 décembre 2025 et jusqu'à ce mercredi 17 décembre, la ville de Bafoussam accueille le lancement officiel du Hub Jeunes et Économie sociale et solidaire (JeunEss), une initiative à vocation pan-africaine destinée à faire de l'Ess un levier concret de création d'emplois, d'inclusion sociale et de développement territorial. Porté par le Réseau africain de l'économie sociale et solidaire (Raess), mis en œuvre par le Recessam, avec l'appui du Ripess Intercontinental et le soutien financier de l'Agence catalane de coopération au développement, le Hub JeunEss réunit cent jeunes issus du Cameroun, du Maroc et du Mali, dont cinquante en présentiel et cinquante en ligne. Tous partagent une ambi-

tion commune : bâtir une économie plus juste, plus inclusive et plus résiliente, pilotée par la jeunesse africaine elle-même.

Pour les organisateurs, l'économie sociale et solidaire apparaît aujourd'hui comme une réponse structurante aux crises économiques, sociales et écologiques qui frappent le continent. « L'Ess est une économie de résilience, une économie territorialisée, capable de répondre aux enjeux de l'heure », explique Menong Meno, épouse Mpoing Elise Pierrette, Coordinatrice du Recessam et Secrétaire générale du Raess. Elle rappelle que la jeunesse constitue désormais le principal moteur démographique et économique de l'Afrique et insiste sur l'esprit de mutualisation qui fonde l'Ess. « On mutualise les ressources, on mutualise leur partage et on avance ensemble. C'est cela le développement : la justice, l'équité et une inclusion réelle », souligne-t-elle, mettant un accent particulier sur les jeunes femmes et les personnes vivant avec différentes formes de vulnérabilité. Cette orientation est confortée par les données démographiques du continent. Selon les statistiques régulièrement publiées par les institutions internationales, près de 77 % de la population africaine a moins de 35 ans. Une réalité qui impose de repenser les modèles économiques classiques et de promouvoir des approches centrées sur l'em-

ploi local, l'entrepreneuriat collectif, l'économie de proximité et l'impact social durable.

Renforcer la gouvernance de 50 entreprises de jeunes dans plus de 10 pays

Le lancement du Hub JeunEss bénéficie également d'un accompagnement institutionnel salué par les participants. Représentant le ministère des Petites et moyennes entreprises, de l'Économie sociale et de l'artisanat (Minpmeesa), la déléguée régionale de l'Ouest, Berthe Bella, a réaffirmé l'appui de l'État. « Le Minpmeesa est là pour marquer son appui institutionnel et pour féliciter cette initiative louable, notamment dans le cadre de la régionalisation des politiques en matière d'économie sociale », a-t-elle déclaré. Cette reconnaissance intervient dans un contexte international favorable, marqué par la résolution des Nations unies sur la promotion de l'économie sociale et solidaire et par les recommandations de l'Organisation internationale du travail (Oit) en faveur de l'emploi décent, de l'inclusion des jeunes et du renforcement des économies locales.

Au-delà des discours, le Hub JeunEss se positionne comme un véritable espace de formation, d'incubation et de leadership. Pendant trois jours, les participants prennent part à des ateliers interactifs, des

échanges d'expériences et des travaux collaboratifs visant à structurer des projets concrets à fort impact social. Les profils sont variés, à l'image de la richesse de l'écosystème Ess. « Je suis artiste de mode, passionné par la consommation responsable. Travailler avec des artisans restés dans l'ombre est une opportunité pour redonner de la valeur à leur savoir-faire », confie un jeune participant. Pour les experts, le potentiel est réel, mais il nécessite une organisation rigoureuse et une vision stratégique à long terme. « Il existe de nombreuses opportunités pour les jeunes dans l'économie africaine, notamment en matière d'employabilité », analyse Dr Willy Tadjoudje, expert membre du Recessam, tout en appelant à anticiper les défis liés aux crises internationales et aux mutations économiques mondiales. À l'horizon 2026, le Hub JeunEss ambitionne d'accompagner 200 jeunes, de contribuer à la création de 2 500 emplois durables et de renforcer la gouvernance de 50 entreprises de jeunes dans plus de dix pays africains. Le lancement de Bafoussam marque ainsi le point de départ d'une dynamique continentale assumée, où la jeunesse africaine entend désormais prendre en main les leviers d'une économie sociale et solidaire durable, inclusive et porteuse d'avenir.

Michel NONGA

Appel à Candidature

Dreamers ouvre la voie aux candidats du peuple

À quelques mois des élections législatives et municipales de 2026, le parti Dreamers lance un appel sans détour aux Camerounaises et aux Camerounais.

Pour cette formation, le temps de l'attente et des plaintes est désormais dépassé. L'enjeu est clair : l'avenir du pays ne peut plus être laissé entre les mains d'une minorité, mais doit être repris par des citoyens engagés et responsables. Dreamers rappelle que les décisions qui impactent directement la vie des populations prennent naissance au niveau local, dans les communes, les conseils municipaux et à l'Assemblée nationale. S'abstenir ou rester en marge du processus politique revient, selon le parti, à abandonner son pouvoir de décision. D'où cet appel à passer du statut de spectateur à celui d'acteur, en se portant candidat et en participant activement à la gestion de la chose publique.

L'initiative se veut ouverte à tous les profils. Jeunes, femmes, travailleurs, entrepreneurs, intellectuels ou encore citoyens longtemps éloignés de la politique sont concernés. Le parti assure ne poser



aucune condition d'appartenance partisane préalable, mettant en avant la volonté d'accueillir toutes celles et tous ceux qui

souhaitent transformer leurs aspirations en actions concrètes au service des populations.

Pour Dreamers, devenir député, maire ou conseiller municipal ne doit pas être perçu comme une quête de prestige, mais comme un engagement au service de la justice sociale, de la proximité avec les citoyens et de la bonne gouvernance. La politique, souligne le parti, doit redevenir un instrument de service public et non une carrière personnelle.

Le double scrutin législatif et municipal est prévu pour le mois de mai 2026, avec une convocation du corps électoral annoncée pour début février. Les candidats intéressés et remplissant les conditions légales sont invités à déposer leurs dossiers auprès du Bureau national des élections de Dreamers à Douala, au plus tard le 25 janvier 2026. Dans un souci de rupture avec les pratiques jugées excluantes, le parti annonce également la prise en charge des cautions pour toutes ses listes municipales validées.

À travers cet appel, Dreamers ambitionne de faire de l'échéance de 2026 un moment charnière de la vie politique camerounaise. Le message est sans équivoque : le changement ne se décrète pas, il se construit par l'engagement collectif et l'action citoyenne.

C.B.N.

Légion de Gendarmerie nationale

Deux gangs de malfaiteurs aux arrêts

Ils ont été mis hors d'état de nuire grâce à la dextérité du Lieutenant Aloïs Lionel Obama, chef service par intérim de la recherche judiciaire contre le grand banditisme à la première Légion de Gendarmerie du Centre et ses éléments qui veillent au grain.

Le 28 novembre dernier au quartier Nkolbison de Yaoundé, le nommé Mvogo a tenté de violer une maman d'environ 68 ans dans son champ où elle s'y rend presque tous les jours. Mère de 8 enfants, elle pensait pouvoir récolter en toute quiétude, le fruit de son dur labeur. Une fois la récolte des arachides terminée, elle va porter sa gibecière pour emprunter le chemin de retour. C'est alors en ce moment qu'elle est violemment interpellée par un certain Mvogo. Poignard en main, ce dernier va exiger à la fois de l'argent et le téléphone de la sexagénaire.

Non satisfait de la somme de 20.000 Fcfa qu'il réussit à lui subtiliser, il va décider de violenter sexuellement sa proie. Un plan charnel qui a tourné court puisque grâce à la vigilance des bérêts rouges, le suspect a été neutralisé. Fort heureusement, elle va pousser des cris de détresse qui trouveront finalement écho chez des passants qui accourent. Pris au dépourvu, le présumé violeur va prendre la fuite avant d'être rattraper plus tard.

Pervers

Il passera aux aveux après exploitation car interpellé en possession de son butin. Il va même livrer certains de ses complices avec qui ils opéraient dans la zone de Nkolbison et ses environs. Un gang spécialisé dans le vol à main armée, le viol et le trafic de stupéfiants. Ils sont pratiquement une dizaine. Un autre complice est tombé dans les mailles de la Gendarmerie nationale au quartier Mvan, en possession des téléphones et téléviseurs. Rencontre devant les bureaux de la première



Réactions

Lieutenant Aloïs Lionel Obama, chef service de recherche judiciaire contre le grand banditisme par intérim à la première Légion de gendarmerie du Centre

« Les investigations sont en cours pour interpellier d'autres complices »

« Ahanda pris en flagrant délit, avait en sa possession 15 litres de cannabis, 72 filons, 34 plaquettes de tramadol et la somme de 448 000Fcfa. Son grossiste, la nommée Ngwe Chia, originaire du Sud-ouest, a été interpellée à Nkometou. Elle est d'ailleurs passée aux aveux et a déclaré que son réseau s'étend jusqu'à Bamenda. Un autre grossiste se trouve du côté de Bali ; les investigations sont en cours pour l'interpellation de ce dernier. Dans la même opération, le grossiste Ahamadou installé au quartier Briqueterie à Yaoundé est en déplacement et a envoyé plutôt son représentant, un jeune homme de 21 ans le nommé Dahirou qui est venu livrer 34 plaquettes. Igwe Mbui, un ressortissant Nigérian vivant dans la zone, est réputé comme étant un receleur de motos volées. Son mode opératoire : il concasse les motos et les acheminent chez lui au Nigeria. Tous les quatre ont été interpellés, les enquêtes se poursuivent actuellement ».

Lieutenant Mboutou Abessolon, chef bureau recherches criminelles
« Ces jeunes sont des repris de justice »

« Kablakabla a lui tout seul, c'est six fois déjà la prison comme la plupart d'entre eux d'ailleurs. Ils sont spécialisés dans le trafic des stupéfiants, des agressions à main armée. Je profite de cette occasion des fêtes de fin d'année, pour exhorter les populations à plus de vigilance et de collaboration avec les forces de maintien de l'ordre ».

Propos recueillis par M.M.



Ebolowa

Renforcer les capacités sur les métiers de la viande

C'est l'objet de l'atelier tenu récemment à Ebolowa à l'initiative du Minepia à travers le Projet de développement des chaînes de valeurs de l'élevage et de la pisciculture (Pdcvcp) qui implique de nombreux partenaires au rang desquels l'Oit, question de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la réduction de la pauvreté.

Il y'a peu, l'Oit et le Minepia ont signé un contrat d'assistance technique à travers le projet d'appui à la relance de l'entrepreneuriat agricole durable (Prea). Le but étant, de contribuer à la consolidation de la croissance inclusive en offrant aux jeunes hommes et femmes la possibilité de créer et de mieux gérer des entreprises et coopératives durables dans les filières bovines, porcines et piscicoles. Le Prea s'attèle ainsi à l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités des métiers de la viande à la demande du Minepia. Au Cameroun, les statistiques relèvent que l'offre nationale en tonnes pour les produits animaux en 2019 est estimée à 154 543 tonnes pour les bovins, à 55 602 tonnes pour la filière porcine et à 229080 pour la filière piscicole. Le désir étant qu'à l'horizon 2030, cette offre nationale passe à 270000 tonnes pour la filière bovine, à 193050 tonnes pour la filière porcine pour une population camerounaise estimée à plus de 30 millions d'habitants en 2030. Et pour que la consommation brute par habitant par an passe de 16.5 kilogrammes à 24 kilogrammes en 2030.

Il est donc question d'une augmentation



de cette production bovine en quantité et en qualité, la mise en place d'un cadre structurel bien défini, le développement de la typologie et des programmes de formation sur les métiers de la viande, ainsi que le développement du capital humain à travers la formation initiale, et le renforcement des capacités des professionnels autour de la filière viande. Ainsi, l'atelier d'Ebolowa a permis de faire un diagnostic de la filière viande et l'évaluation de l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché. La cartographie des acteurs de la filière et la classification des

métiers identifiés par le maillon de la chaîne de valeur. Les programmes de formations retenus par parcours à savoir, boucher-charcutier, abatteur-tripier, commercial des industries de viande, logisticien des industries de viande et chauffeur-livreur. Sans oublier les outils pédagogiques et la budgétisation du plan de formation des formateurs. Pour Milagros Lazo Castro, spécialiste Skills à l'Oit, « l'Oit intervient plus dans le domaine de la formation et le développement des compétences. Parce que les filières doivent être des filières porteuses et permettre

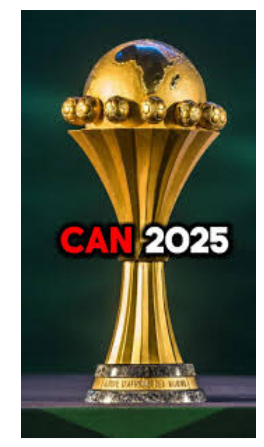
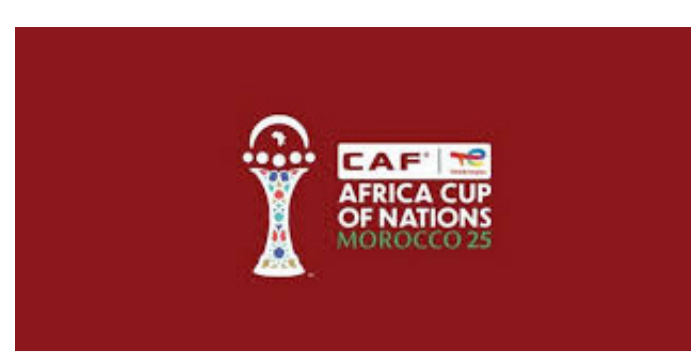
d'avancer dans la productivité. D'où l'appui technique que l'Oit apporte en s'assurant qu'il y'a une adéquation entre les formations et l'emploi ».

Dialogue social cohérent et participatif

Trois axes de travail sont défis à savoir, l'appui à l'identification et anticipation en matière de compétences. S'assurer que les forces répondent réellement aux besoins de la filière. Aussi, à travers l'implication du secteur privé, le gouvernement et les travailleurs en dialogue social cohérent et participatif. Un dialogue opérationnel et institutionnalisé où tout le monde participe de manière cohérente et régulière. Ce qui permettra d'avoir des emplois décents surtout pour les populations les plus vulnérables, les femmes et les jeunes. Pour Emilienne Ngo Bimai, du syndicat national des travailleurs de l'industrie alimentaire (Synatia), « nous organisons le travail avec les différents camarades, pour que chaque maillon évolue de manière professionnelle avec les compétences disponibles ».

À cet effet, il est question aujourd'hui que le Cameroun augmente sa production de viande bovine et porcine, ceci nécessite des compétences techniques et la jeunesse dicit Dr Paul Fabrice She, Délégué régional Minepia du Sud, représentant du chef de ce département ministériel. Pour lui, « d'autres métiers sont en train de voir le jour, des métiers qui étaient longtemps négligés comme boucher-charcutier, abatteur-tripiers etc. Il est donc question aujourd'hui de renforcer les capacités de ces derniers, leur apprendre effectivement comment le métier peut-être bien fait, afin de bien produire la viande en quantité et qualité ».

Jacques Pierre SEH



Ils seront au rendez-vous chérifien

1-Cameroun

Sevrés de ses cadres, les Lions de Pagou doivent prouver

Leur réputation de combattants passionnés sur la scène africaine fait d'eux des candidats naturels aux phases finales un statut renforcé par une riche histoire incluant de multiples participations à la Coupe du Monde.

C'est l'une des équipes les plus emblématiques du football africain, avec cinq titres continentaux à leur palmarès, dont leur dernière victoire à la Can en 2017. Pour la Can 2025, le Cameroun est coaché par David Pagou, qui a repris le flambeau après le limogeage de Marc Brys dans un climat de renouvellement interne. Le groupe camerounais reste cependant riche, avec des joueurs d'expérience et des talents reconnus dans plusieurs championnats européens. Parmi eux, Bryan Mbeumo un attaquant capable de changer le cours d'un match avec sa vitesse et sa précision figure en première ligne pour mener l'attaque.

Le Cameroun évoluera dans le Groupe F, où il devra affronter des équipes comme la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Mozambique, des adversaires exigeants mais à la portée



des Lions si ceux-ci parviennent à déployer leur jeu habituel fait de combinaisons rapides, d'agressivité défensive et d'intensité physique. L'une des grandes discussions autour de la sélection camerounaise avant le tournoi concerne l'absence notable de André Onana, écarté de la liste des 28 joueurs retenus malgré son expérience internationale, ce qui bouscule

quelque peu l'équilibre derrière. Cela ouvre la porte à des portiers comme Devis Epassy et Simon Ngapandouetnbu, tout en mettant l'accent sur une préparation collective plus centrée sur l'autonomie défensive.

L'enjeu est double pour le Cameroun : assurer une performance convaincante dans la phase de groupes, mais aussi ren-

forcer une cohésion d'équipe durable après une période marquée par des changements techniques et administratifs, tout en préparant les Lions pour les défis futurs, notamment les qualifications pour le Mondial et une nouvelle génération de talents.

M.B.

2-Mali

Les Aigles du Sahel veulent survoler le royaume chérifien

Le Mali se présente à la Can 2025 au Maroc comme l'une des équipes les plus talentueuses du continent, portée par un effectif riche en joueurs évoluant dans les plus grands championnats européens et africains. Les Aigles ont connu 13 apparitions en phase finale, avec leur meilleure performance en 1972 où ils terminèrent finalistes, une référence historique qui inspire toujours l'équipe actuelle.

Dirigée par le Belge Tom Saintfiet, la sélection malienne mise sur une harmonie entre jeunesse prometteuse et expérience solide sur la scène africaine et européenne. Le milieu de terrain est particulièrement redoutable, avec Yves Bissouma (Tottenham), même s'il arrive au tournoi avec un temps de jeu limité cette saison et malgré quelques polémiques hors des ter-



rains, ainsi que Amadou Haidara (RB Leipzig), capable de dynamiser le jeu et

d'équilibrer le milieu. La ligne offensive malienne offre aussi des solutions variées,

avec des attaquants comme El Bilal Touré (Beşiktaş) et Nene Dorgeles (Fenerbahçe) qui peuvent casser les lignes adverses et créer des opportunités décisives. La défense, elle, se montre solide avec des profils aguerris évoluant en Europe, et des gardiens fiables comme Djigui Diarra et Ismael Diawara prêts à répondre présents dans les instants clés.

Sur le plan tactique, le Mali est une équipe qui combine contrôle du jeu, capacité à presser haut et transitions rapides vers l'avant, ce qui en fait un adversaire dangereux pour n'importe quel groupe. Dans la phase de poules, les Aigles affronteront la Zambie le 22 décembre à Casablanca, puis le pays hôte, le Maroc, avant de conclure contre les Comores un calendrier exigeant mais prometteur pour une équipe capable d'atteindre les huitièmes de finale, voire plus si elle trouve son rythme de croisière. L'ambition malienne est nette : fusionner la classe internationale de ses cadres avec l'énergie des talents locaux pour faire vibrer les supporters maliens et confirmer une place durable parmi l'élite du football africain.

M.B.

3-Angola

Les Palancas Negras ont de l'ambition

Les Antilopes noires ont une équipe dotée d'une longue tradition dans les compétitions africaines, bien qu'elle ne fasse pas partie des géants du continent. Présente à plusieurs éditions de la Can avec dix participations à son actif l'équipe a notamment réalisé de belles performances comme sa présence en quarts de finale en 2008, 2010 et 2023. .

Sous la direction du sélectionneur français Patrice Beaumelle, nommé à la tête de l'équipe peu avant les derniers matchs de qualification, l'Angola a entamé un processus de renouvellement tactique et stratégique. Beaumelle, fort d'une longue expérience en Afrique et d'un passé d'assistant auprès d'entraîneurs comme Hervé Renard, mise sur une structure solide et un jeu discipliné. Bien que l'Angola n'ait



pas réussi à se qualifier pour la Coupe du Monde 2026 — avec des espoirs de qualification qui se sont effrités dans les phases

finales de la qualification — le tournoi continental reste un objectif majeur. L'équipe engagée au Maroc devra équi-

brer expérience régionale, cohésion défensive et efficacité offensive pour rivaliser dans un groupe B exigeant.

Historiquement, l'équipe angolaise a obtenu des résultats marquants contre de grandes nations africaines, même si elle concède souvent des défaites contre les équipes d'Afrique de l'Ouest ou du Nord. La qualification pour la Can 2025 est donc une opportunité de revigorer l'identité sportive du pays, qui peut compter sur une certaine continuité au niveau des cadres et sur l'intégration progressive de jeunes talents évoluant en club. Sur le plan stratégique, l'Angola devrait s'appuyer sur une défense en bloc compact, un milieu travailleur et des attaques structurées pour saisir toute opportunité lors des moments clés d'un match. Le disque dur tactique de Beaumelle privilégie l'organisation collective avant tout, ce qui pourrait surprendre positivement des équipes parfois sous-estimées.

M.B.